

LES TRAVAILLEURS PEUVENT IMPOSER LES BUS ET LE METRO GRATUITS

La semaine prochaine, des centaines de milliers de travailleurs de la région parisienne paieront leur bus ou leur métro 50 % plus cher dans le meilleur des cas, et le double dans le cas le plus défavorable.

Ce sont ceux qui habitent le plus loin de leur lieu de travail, ceux qui passent déjà de longues heures dans les transports en communs, ceux qui sont les plus mal desservis, qui seront les plus lourdement taxés.

C'est scandaleux.

Mais c'est aussi injustifiable. Le ticket de métro vendu à l'unité va coûter 90 centimes. Il est invraisemblable qu'un moyen de transport collectif comme le métro, où il n'est pas question de confort et où l'on transporte en une seule rame plusieurs centaines de voyageurs encaqués comme des sardines, revienne plus cher qu'un moyen de transport individuel comme la voiture. Or, que l'on fasse le calcul, en comptant l'essence, l'amortissement, l'assurance et tout ce qu'on veut on parcourt, pour 90 AF, cinq kilomètres en 2 CV, c'est-à-dire un parcours moyen en métro. Et si l'on compte les quatre places, le prix de revient du kilomètre est de 4,5 AF par voyageur et une 2 CV permet alors de faire parcourir 20 kilomètres à chaque passager pour le prix de sa place en métro. Et en métro il ne s'agit pas de places assises. Et le métro ne paye pas les taxes que l'automobile paye sur l'essence ou la carte grise.

Il est donc impossible que le métro, ou quelque autre moyen de transport en commun, revienne plus cher que la voiture individuelle. Et ce n'est certainement pas vrai !

On fait payer aux travailleurs un impôt supplémentaire et en réalité c'est sur leur dos que l'on veut amortir l'aménagement de travaux comme le métro exprès qui va rapporter des milliards de NF aux sociétés immobilières qui se chargent de l'aménagement de ces nouvelles mines d'or que sont les quartiers « nouveaux » comme le Rond-Point de la Défense.

Bien sûr, on tente de nous faire croire qu'avec l'augmentation de la prime de transport nous ne « sentirons » rien. Mais les travailleurs de la banlieue payent déjà assez souvent 50 F et même 100 F et plus, par mois, le droit de venir se faire exploiter dans les usines et les bureaux de la région parisienne. Ils sont transportés dans des conditions ignobles, alors que la moindre des choses serait de bénéficier de places assises comme le prévoient en principe les cahiers des charges des

(Suite page 2)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !



VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 11 JUILLET 1967 N°36

0,50 F.

De guerres « locales » en conflits « limités »

LE MONDE MARCHE VERS LA GUERRE

DEPUIS la quinzaine passée, à l'Est comme au Moyen-Orient, rien de nouveau. Au Vietnam, la routine meurtrière d'un mécanisme bien huilé et fonctionnant à merveille : au Nord, les terres, les villes, les usines déchiquetées, labourées par des milliers et des milliers de tonnes d'explosifs ; au Sud, des villages cernés, ratisés, hommes, femmes, enfants torturés, mutilés, assassinés.

Au Moyen-Orient, des dizaines de milliers d'Arabes passent le Jourdain et s'entassent dans les camps. Israël s'installe définitivement en Cisjordanie, à Gaza, et ses soldats ont tiré sur des Egyptiens qui, avec le courage des assoiffés, se sont jetés sur quelques jerricans d'eau.

Non, vraiment au Moyen-Orient et au Vietnam, rien de nouveau.

Pendant ce temps, à l'O.N.U., l'immense farce se poursuit. Des discours tonitruants à la tribune, à l'efficacité desquels personne ne croit, pas même ceux qui les prononcent. De sombres tractations de couloirs : « Je suis prêt à tel compromis avec toi si tu votes pour telle résolution, et si tu ne la votes pas, d'ailleurs, cela ne change rien ». Personne ne se retrouve à la longue dans la valse des résolutions, contre-résolutions, votes et contre-votes, mais qu'importe !

Immense et dégoûtante farce qui, en réalité, n'en est pas une, car elle sert à couvrir une politique, qui, elle, se concrétise, non dans le palais de verre de Manhattan, mais dans les déserts du Moyen-Orient et dans les champs brûlés du Vietnam ; qui elle, se mène non en paroles, mais avec du napalm, en attendant les bombes atomiques.

Cette politique se précise de mois en mois, elle est en train de se transformer en sa « continuation par d'autres moyens » : la guerre totale. Cette guerre qui se prépare, que l'on nous prépare, derrière les boniments de l'ONU ou de Glassboro, dans les cliquetis d'armes du Moyen-Orient et du Vietnam : les premiers en sont le masque, les seconds en sont le prélude.

Depuis des années l'impérialisme se prépare ouvertement et méticuleusement à l'affrontement qu'il espère définitif avec l'Union Soviétique. Le premier Etat ouvrier du monde, malgré sa dégénérescence, malgré la gangrène bureaucratique qui le défigure, constitue un affront et une menace pour l'impérialisme. Un affront car le pays le plus étendu du monde échappe à la toute-puissance de l'impérialisme. Une menace, car de par sa seule existence, et quelle que soit la politique de sa direction, il permet à d'autres pays de s'en affranchir ou tout au moins de le tenter.

Depuis 1945, depuis l'écrasement de l'Allemagne et du Japon, si les antagonismes entre Etats impérialistes n'ont nullement disparu — l'attitude actuelle de de Gaulle le prouve — aucun de ces Etats n'est plus de taille à contester réellement l'hégémonie du plus puissant d'entre eux, l'impérialisme américain. A défaut d'être homogène, c'est un bloc uni, avec une direction unique qui se dresse face à l'URSS.

L'impérialisme américain sait pertinemment qu'un jour ou l'autre il lui faudra en finir avec l'Union Soviétique. Toute sa stratégie est orientée dans ce sens. Où, quand et comment l'affrontement doit avoir lieu, est affaire d'opportunité et d'ef-

ficacité. Mais il aura lieu, et il ne peut pas ne pas avoir lieu. La politique des uns et des autres découle principalement de cette donnée fondamentale et elle reflète le rapport des forces du moment ou tout au moins l'image que les protagonistes s'en font.

Quels sont les termes de ce rapport de forces ?

Sur le plan strictement militaire, l'URSS ne fait pas le poids face au bloc des pays impérialistes. Et en la matière, il ne suffit pas seulement de comparer le nombre de soldats des uns et des autres, ni l'habileté de leurs stratégies respectives.

Le potentiel économique, la puissance industrielle des USA et de l'Europe capitaliste sont sans commune mesure avec ceux de l'Union Soviétique. Ce fait, essentiel dans la guerre à notre époque, donne aux premiers une supériorité écrasante.

Mais le rapport de forces ne se pose pas seulement en termes militaires, car si cela était, l'URSS eût été depuis longtemps rayée de la carte. Pour que l'impérialisme puisse attaquer, encore faut-il qu'il ait les coudées franches. Encore faut-il donc, que son propre prolétariat accepte la guerre et la fasse. Encore faut-il qu'il soit assuré de ses arrières en l'occurrence des pays sous-développés sous son emprise. Or, si la deuxième

guerre mondiale a mis fin à la division de l'impérialisme en deux blocs et en ce sens l'a renforcé face à l'URSS, elle a en même temps ouvert une période révolutionnaire dans les pays sous-développés. La vague des mouvements d'émancipation si elle n'a pas mis, si elle ne pouvait pas mettre l'impérialisme en danger mortel, a tout de même bloqué une partie de ses forces, et miné le sol sous ses pieds.

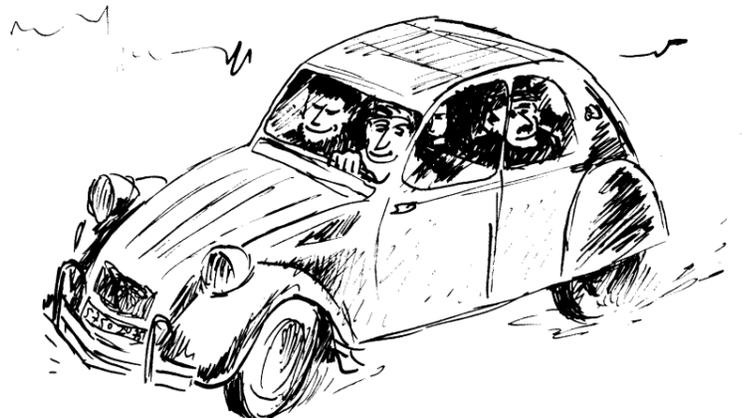
La situation est cependant en train de se renverser de ce point de vue. La bureaucratie russe porte une responsabilité écrasante dans ce changement de rapport de forces qui, pourtant, lui sera mortel à plus ou moins longue échéance. Le stalinisme a joué un rôle prépondérant dans le désarmement politique et organisationnel du prolétariat des pays avancés c'est-à-dire de la seule force capable non seulement d'affaiblir mais d'anéantir l'impérialisme. Son rôle a été semblable dans les pays sous-développés. Non seulement les partis stalinien ont été incapables d'offrir une alternative socialiste aux directions petites bourgeoises des mouvements d'émancipation, mais ils ont mis toutes leurs forces et le prestige de l'URSS en balance pour désamorcer la dynamique révolutionnaire dans

(Suite page 2)

A qui fera-t-on croire que le métro doit coûter plus cher que la voiture ?



Prix : 9 AF du kilomètre pour un parcours moyen de 5 km AVEC une carte de travail ; le double avec un ticket à l'unité.



COUT : 4,5 AF du kilomètre à quatre (en comptant tout, prix d'achat, essence, etc.)

L'enlèvement de Tschombé et la révolte des affreux

Les derniers incidents relatifs au Congo-Kinshasa (ex-Belge), ressemblent fort à un mauvais roman d'espionnage. D'un côté, un enlèvement auquel les services secrets congolais ne sont sans aucun doute pas étrangers, mais dont le seul suspect apparent est un truand français bien connu, de l'autre, un soulèvement militaire de mercenaires, et une plainte pour agression « contre X », si l'on peut dire, puisqu'aucun agresseur n'était désigné, de la part du gouvernement Mobutu.

Après le kidnapping de Ben Bella, en 1956, l'assassinat de Kennedy, la disparition de Ben Barka, cet enlèvement est en tout cas bien significatif des mœurs politiques de notre époque, mœurs qui ont sans doute des précédents historiques, mais qui contredisent singulièrement les discours dominants que les dirigeants politiques ont coutume de prononcer sur la démocratie, les droits de l'homme, etc., etc. Vieilles puissances « démocratiques », ou jeunes Etats, le monde impérialiste a de plus en plus besoin, pour survivre, de violer ses propres libertés, et il n'est pas étonnant que pour ce faire il recrute des professionnels de l'illégalité dans le « milieu », et il devient de plus en plus délicat de distinguer un gangster d'un policier.

Il est bien difficile de savoir ce qui s'est exactement passé la semaine dernière à Kisangani et à Bukavu, ce qu'étaient, et ce que voulaient les mercenaires révoltés, et les liens qui unissaient ce soulèvement à l'enlèvement de Tschombé.

Mais si ces événements, c'est le moins que l'on puisse dire, ne sont pas clairs, ils ne sauraient nous surprendre, car depuis Carthage, chacun sait que l'emploi des mercenaires est une arme à double tranchant.

La plupart des Etats africains qui ont accédé à l'indépendance durant les dernières années, ont rapidement évolué vers la dictature militaire. Et ceci n'a rien d'étonnant, car la démocratie au sens bourgeois du terme, même celle toute relative que nous connaissons sous la V^e république, est un luxe que seuls peuvent s'offrir des pays riches, industriellement développés. Dans les pays du tiers monde, la seule démocratie possible, c'est celle d'un pouvoir s'appuyant résolument sur les masses populaires, en lutte contre l'impérialisme. Mais en dehors de cela, toute tentative de démocratie purement formelle ne peut durer que ce que durent les illusions que les masses entretiennent sur leurs dirigeants, et inévitablement, elle ne peut que dégénérer un jour ou l'autre en une dictature dont la seule assise sociale devient l'armée. Et les militaires finissent généralement par penser que puisqu'ils sont le seul pouvoir de fait, il n'y a aucune raison pour qu'ils ne le deviennent pas officiellement.

Toute l'histoire de l'Afrique, au cours des dernières années, illustre clairement cela, et les gouvernements où le pouvoir suprême n'est pas aux mains d'un colonel ou d'un général, sont de moins en moins nombreux.

Et le Congo-Kinshasa est le pire des exemples. Partout ailleurs c'est tout de même une armée nationale qui est l'instrument du pouvoir politique. Mais aussi bien dans leurs démêlés respectifs que dans leur tentative commune d'écraser le soulèvement des masses, Mobutu et Tschombé ont sans cesse fait appel à des mercenaires étrangers.

Se demander aujourd'hui quels intérêts exacts défendaient les mercenaires révoltés est une question sans objet : ce sont toujours leurs propres intérêts que défendent d'abord les mercenaires, prêts à se battre pour de l'argent pour ceux qui les paient, prêts à le faire contre eux pour les mêmes raisons.

Et encore une fois, l'utilisation des mercenaires ne fait que rendre plus démonstratif le sort commun de tous les Etats bourgeois, y compris, pour certains aspects, ceux des pays industrialisés, dans un monde où la fiction de la démocratie est de moins en moins possible. L'affaire Kennedy, comme l'affaire Ben Barka, ont montré comment certaines parties de l'appareil étatique pouvaient échapper au contrôle des dirigeants de cet Etat, et commettre des actions que ceux-ci se révélaient ensuite incapables de réprimer, sous peine de mettre en danger l'appareil tout entier sur lequel repose leur pouvoir.

Et si Mobutu a dû réprimer la semaine dernière — et il semble y être parvenu —, la révolte d'une partie de ses mercenaires, il ne fait aucun doute qu'il devra un jour ou l'autre avoir recours à d'autres, sinon aux mêmes, pour se maintenir au pouvoir.

Peu importe en définitive que Tschombé représente plutôt les intérêts de l'impérialisme belge, et de l'Union minière, et Mobutu ceux de l'impérialisme américain. Peu importe les liens qui unissaient les mercenaires en révolte à l'un et à l'autre. Ce n'est ni Tschombé, ni Mobutu qui condamnent le peuple congolais à vivre sous la botte des mercenaires, c'est l'impérialisme, dont ils ne sont que les instruments, mercenaires eux aussi.

Et peu nous importe aussi le sort que connaîtra Tschombé. Car si sa mort ne vaudrait pas une larme, son jugement, que ce soit par Boumediène ou par Mobutu, ne serait qu'une sinistre comédie, destinée à duper une fois de plus les masses sur le rôle réel de ses semblables s'érigeant en justiciers.

Il n'y a que la révolution socialiste, celle des travailleurs de tous les pays, qui aura le droit de juger vraiment et les Tschombé et les Mobutu, et leurs maîtres, parce qu'elle seule, en détruisant l'impérialisme, pourra à jamais libérer l'humanité de tous les affreux.

C. JUNG

Solidarité avec les militants irlandais

Les camarades Irlandais regroupés autour du journal « IRISH MILITANT » et qui militent, aussi bien en Irlande indépendante (Dublin) qu'en Irlande occupée (Bel-fast) pour une « République Irlandaise des Travailleurs », nous ont fait part de la répression dont sont victimes les militants révolutionnaires irlandais à l'heure actuelle. Leur lutte contre la présence anglaise, mais aussi contre leur propre bourgeoisie, est malheureusement complètement ignorée en dehors de la Grande-Bretagne.

Nous affirmons notre entière solidarité avec les révolutionnaires irlandais et nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article du numéro de juin de « IRISH MILITANT » concernant la condamnation inique d'un républicain irlandais, Joe DILLON.

Le 5 mai dernier, Joe Dillon, républicain irlandais était condamné à 5 ans de prison. Il était accusé d'un vol à main armée qui avait eu lieu en décembre 1965 à Dublin. Durant les six mois qui ont suivi l'incident, il ne fut pas inquiété. Puis, dans la nuit du 6 au 7 juin 1966, il fut arrêté par la police de Dublin, ainsi que deux autres républicains.

Aucun des témoins qu'on a fait comparaître n'a pu reconnaître un seul des hommes arrêtés. Ces derniers furent relâchés au bout de quelques heures, excepté Joe Dillon.

Avant son arrestation, la Section spéciale de la police (spécialisée dans les affaires politiques) lui avait offert des pots-de-vin pour donner des renseignements sur

l'armée républicaine irlandaise (illé-gale) et sur d'autres personnes. Comme il avait refusé, on lui répondit que la Section spéciale « l'aurait ».

Malgré le manque évident de preuves (le minimum de preuves, normalement exigé par Scotland Yard n'était même pas atteint), la sentence fut prononcée contre Dillon. Le procureur général a d'ailleurs été obligé de reconnaître qu'il « se trompait peut-être en imposant une peine de 5 ans », et qu'il « s'exposait lui-même à la critique ».

Le fait est que Joe Dillon était un militant républicain actif. Au sein de l'Armée républicaine irlandaise (I.R.A.), il était l'un des leaders d'un mouvement d'opposition contre les tendances bourgeoises et anti-révolutionnaires qui dirigent actuellement l'I.R.A. Cette opposition se tournait vers les positions marxistes.

Et c'est là la véritable raison de l'arrestation et de la condamnation inique de Joe Dillon. Le but était à la fois de l'écartier de la scène politique, et de décourager d'autres militants qui voudraient suivre la même voie.

C'est pourquoi une protestation la plus large possible doit s'organiser à l'échelle internationale.

« IRISH MILITANT » lance un appel à tous ses sympathisants pour un mouvement de protestations en Irlande et pour des manifestations devant les ambassades et consulats du gouvernement irlandais.

Les protestations sont à envoyer à M. Brian LENIHAN, Department of Justice, Merrion Street Dublin 3 (Ireland).

LES TRAVAILLEURS PEUVENT IMPOSER LES BUS ET LE MÉTRO GRATUITS

(Suite de la page 1)

transports en commun, et ce qui n'est jamais le cas pour la majorité des travailleurs aux heures où ils les utilisent.

Cette augmentation est inacceptable !

On peut se demander ce que les travailleurs peuvent y faire? Beaucoup, justement !

Nous, travailleurs, sommes nom-

breux dans les transports en commun : nous pouvons refuser collectivement de payer le matin et le soir. Les syndicats peuvent et doivent organiser de telles manifestations, tous les jours, et partout à la fois. Le gouvernement ne pourrait pas partout à la fois nous contraindre à payer. Au lieu d'accepter sans réagir nous pouvons imposer le métro et le bus gratuits pour aller et revenir du travail. Nous le pouvons, sans le demander, en le faisant tout simplement, parce qu'à ces heures-là nous sommes des centaines de milliers (deux à trois millions pour la région parisienne) à prendre en même temps les bus et le métro.

Les grandes centrales syndicales ont là l'occasion de montrer qu'elles peuvent s'entendre, qu'elles peuvent organiser les travailleurs et qu'elles ne se contentent pas seulement de « demander » et de pleurer quand on leur répond non. Bien sûr le gouvernement choisit la veille des vacances pour faire son mauvais coup. Mais nous pouvons organiser un tel refus aussi bien à la rentrée que maintenant.

Nul doute que le gouvernement céderait car il n'aurait que le choix entre céder ou arrêter les bus et le métro. Et il ne peut pas les arrêter car bus et métro sont indispensables aux industriels à qui les transports en commun de la région parisienne apportent chaque jour tous les travailleurs dont ils ont besoin pour faire fructifier leurs capitaux.

Alors, allons-nous nous laisser faire ?

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISES

G. KALDY.

DE GUERRES "LOCALES" EN CONFLITS "LIMITÉS" le Monde marche vers la guerre

(Suite de la page 1)

ces pays. Et les rares fois où les partis stalinien se mirent à la tête des masses, bien qu'il ne s'agissait que de masses payannes et non du prolétariat, ils l'ont fait malgré et même contre le Kremlin.

L'impérialisme a mis à profit la relative stabilisation du processus révolutionnaire pour regagner du terrain et surtout pour s'affirmer face au monde comme seul et unique maître de sa destinée.

Les coups d'Etat militaires en Indonésie, en Grèce comme la victoire d'Israël sur les pays arabes sont autant de succès pour l'impérialisme et par la même occasion, autant d'étapes de ce changement du rapport des forces à l'aboutissement duquel se trouve la guerre. « Sans être descendu dans l'arène, le président Johnson sort gagnant

de la crise du Moyen-Orient » — ce titre d'un article du « Monde » désignait en effet celui qui en fin de compte fut le seul vainqueur du conflit sanglant ; l'impérialisme américain. Et cette victoire n'est pas isolée elle vient à la suite d'autres. L'assurance des dirigeants américains comme l'affolement des dirigeants soviétiques expriment à leur manière que les uns et les autres sont conscients du changement du rapport des forces et de ce qu'il signifie.

Aujourd'hui, et à cause notamment de la politique criminelle de la bureaucratie, l'antagonisme entre les deux blocs s'exprime de plus en plus en termes purement militaires. Et sur le seul terrain militaire l'Union Soviétique est irrémédiablement perdue.

Face à cette réalité que pé-

sent dans la balance les succès oratoires à l'ONU où le nombre de voix obtenues pour telle ou telle résolution ? Cependant l'URSS se prête à cette ignominieuse farce, préférant sans doute le rôle du bouffon à celui de la victime. Mais le premier rôle prépare le second...

Certes l'impérialisme n'est pas encore tout à fait certain de pouvoir mener la guerre. Si le creux de la vague des luttes d'émancipation le met aujourd'hui dans une position favorable qu'il n'est pas sûr de retrouver demain, par contre il reste une inconnue dans ce calcul : le prolétariat d'Europe occidentale et peut-être le prolétariat américain. La guerre du Vietnam est de ce point de vue et vis-à-vis de son propre peuple une préparation : elle permet d'effectuer une lente et méthodique mobilisation des es-

prits et réaliser la mobilisation réelle petit à petit. Qui aurait dit il y a deux ans qu'il y aurait cette année un demi-million de soldats américains au Vietnam et cela sans aucun remous aux USA ? Quant au prolétariat européen, malgré son désarmement politique et organisationnel il reste une force, mais l'exemple récent de la Grèce nous a montré ce que peut un appareil militaire préparé, décidé, contre un prolétariat qui, lui, ne l'est pas.

Si la France, l'Angleterre ou l'Italie prenaient la voie grecque, cela serait la dernière étape avant la conflagration générale.

L'avenir du monde est aux mains du prolétariat et, aujourd'hui, il est tard, certes, mais peut-être pas trop tard.

ORGANISATION ELECTRONIQUE DU CHOMAGE

Dans le cadre des pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement par l'Assemblée Nationale, M. Jacques Chibrac, secrétaire d'Etat chargé des problèmes de l'emploi a préparé des ordonnances qui ont été examinées en Conseil des ministres le 28 juin. D'après ce que ces messieurs ont bien voulu dire, il s'agit d'un certain nombre de mesures destinées à rendre plus supportable le problème

du chômage. Pas question de réduire le chômage.

Les industriels ont eu trop longtemps à souffrir du phénomène de surchauffe pour envisager de résorber le chômage qui leur fournit en permanence une armée industrielle de réserve. Les industriels et le gouvernement constatent un ralentissement de l'expansion. Il ne s'agirait pas d'une crise économique mais d'un creux dans le développement économique avant un nouveau démarrage que les experts

escomptent pour 1968, et qui serait consécutif à une « reprise » chez les partenaires du Marché Commun. C'est dans cette perspective que le ministre des Finances Michel Debré engage la politique du gouvernement.

Le chômage est donc considéré comme un état de fait que les capitalistes qui l'ont longtemps souhaité acceptent d'autant plus volontiers qu'ils espèrent lorsque la reprise de 1968 aura lieu pouvoir disposer d'une masse de main-d'œuvre disponible. Encore faut-il

que cette masse de main-d'œuvre puisse être utilisée. C'est dans le but de l'offrir aux capitalistes dans de bonnes conditions et quand ils en auront besoin que M. Chibrac, au nom du gouvernement, prend ses mesures. Pour cela, il crée une Agence nationale de l'emploi. Un ordinateur électronique est à sa disposition. Petit à petit, les travailleurs seront recensés sur des fiches perforées et l'ordinateur pourra désigner les emplois qui leur conviennent. On voit où cela peut mener. De moins en moins de liberté, les travailleurs devront aller gagner leur vie selon les décisions électroniques.

Puis des mesures seront prises pour aider à la mobilité de l'emploi. Des stages de formation devront préparer les licenciés à leurs nouvelles fonctions là où les besoins de l'économie capitaliste les appellera. Mais avant de retrouver un emploi les travailleurs devront subir le chômage. L'expérience des luttes du début de cette année a montré aux capitalistes et à leurs représentants du pouvoir que les travailleurs étaient très sensibles au problème du chômage. Les graves conflits de la Rhodiacéta ont démarré à cause de l'insécurité de l'emploi. De tels conflits risqueraient de s'étendre et de déborder sur d'autres problèmes revendicatifs, voire politiques, qui pourraient compromettre la « paix sociale ».

Alors on essaye de rassurer les chômeurs, présents et futurs.

Les allocations de chômage seront relevées, leur perception sera simplifiée puisque les Assedic qui seront étendues à toutes les industries en assureront la centralisation. L'Etat interviendra pour le financement. D'après M. Chibrac, il en coûtera 200 millions au Trésor. Ce qui est très peu. Mais la plus grande partie de ce qui sera versé aux chômeurs sera en fait payée par ceux qui continuent à travailler par l'intermédiaire des Assedic. Celles-ci sont financées par une cotisation de 0,05 % des salaires versée par les travailleurs et de 0,20 % versée par les patrons. Mais comme la Sécurité Sociale, ces cotisations font partie de la masse salariale. C'est une forme de salaire différé.

L'opération est d'autant plus intéressante pour les patrons que les caisses des Assedic sont bien remplies (2 milliards et demi) et que, de cette façon, le patronat va pouvoir le récupérer pour financer son opération chômage qui lui fournira de la main-d'œuvre au moment où il en aura besoin.

Il est évidemment préférable que ceux qui deviennent chômeurs à cause des fluctuations de l'économie touchent une indemnité relativement importante plutôt que d'être réduits à la mendicité ou à la Soupe Populaire des années 30.

Le gouvernement enrobe ses mesures d'une phraséologie humanitaire. Il convient de ne pas considérer le chômeur comme un paria mais seulement comme un ouvrier non employé (on évite d'ailleurs de plus en plus le mot chômeur pour le remplacer par travailleur sans emploi). On a le souci de sauvegarder sa dignité. C'est là un phénomène nouveau. On n'ose plus comme avant guerre traiter le chômeur de fainéant. Il serait difficile de le faire actuellement quand on sait que les principaux bénéficiaires des Assedic, avant les mesures gouvernementales, ont été les cadres mis en retraite anticipée et que, pour les besoins de la

cause, on classait dans les travailleurs sans emploi.

On agite la nécessité de la solidarité. Cette solidarité ouvrière tellement vivace et que patronat et gouvernement font tant d'efforts pour briser quand elle s'exerce au cours des luttes sociales, voilà que l'on fait appel à elle pour faire accepter le chômage. C'est que par le truchement des Assedic on fera supporter l'entretien des chômeurs aux travailleurs restant en activité. Ce système ne résisterait pas longtemps à une situation de chômage due à une crise économique et rejetant hors de la production 2 ou 3 millions de chômeurs. Mais dans le cas d'une armée industrielle de réserve de 5 à 600.000 chômeurs il est viable pour la bourgeoisie et les patrons et le gouvernement organisent légalement et obligatoirement la solidarité des travailleurs pour éviter d'avoir à subir leur colère.

Mais ce système, outre qu'il ne résisterait pas à une vague de chômage due à une crise économique grave et bien qu'il soulage en partie ceux que l'anarchie capitaliste envoie au chômage aux frais de ceux qui continuent à travailler, comporte de graves dangers.

Le premier et de loin le plus important est qu'il vise à faire admettre le chômage, ce qui risque de devenir très dangereux en cas de chômage généralisé dû à une crise économique.

Il permettra au patronat, au nom des nécessités de la mobilité de la main-d'œuvre de licencier beaucoup plus facilement.

Bien sûr, le travailleur licencié aura quelques vacances payées à un taux réduit le temps de retrouver un autre emploi. Mais cet autre emploi, que sera-t-il ? Où sera-t-il ? La cinquantaine passée, il faudra retourner à l'école pour être capable d'aller tenir un poste à des centaines de kilomètres parce que l'ordinateur électronique nous a désignés pour cette fonction qui entre dans les besoins du profit d'un capitaliste lointain et anonyme.

La paye sera-t-elle la même ? Vous verrez bien. De toute façon, ceux qui bénéficient de primes d'ancienneté, et c'est le cas de nombreux employés et aussi d'un certain nombre d'ouvriers devront y renoncer. Seront-elles compensées. Cela dépendra du nombre de places et du nombre de chômeurs. Quant à ceux qui, devant changer d'emploi, perdront une partie de leur salaire et il y en aura car il y en a déjà, non seulement ils verront leur pouvoir d'achat diminuer mais, pour peu qu'ils aient passé la cinquantaine, verront aussi le taux de leur retraite amputé d'autant.

Alors, bien que le secrétaire de F.O. Paul Bergeron, grand manitou des Assedic, puisse s'estimer satisfait d'un système qui va lui donner une certaine importance, il n'en reste pas moins que si la pilule est dorée, l'intérieur est très amer.

Le rôle des syndicats n'est pas de gérer le chômage, il est de lutter contre. Face à l'organisation (électronique) du chômage, les travailleurs ont le devoir de lutter pour le plein emploi en exigeant la diminution du temps de travail pour tous et l'abaissement de l'âge de la retraite.

Henri VAUQUELIN.

Le ciment de l'unité

SI nous sommes habitués à voir des déclarations communes du PCF et de la FGDS sur le plan national, il n'en est pas de même au niveau des entreprises où les représentants de la social-démocratie sont en général très rares.

A Air France, pour la première fois, le personnel de Maine-Montparnasse a pu prendre connaissance d'une déclaration commune des groupes d'entreprise du PCF et de la Fédération de la Gauche Socialiste.

Sous le nom de la section Pierre Oudin (militant syndicaliste Force Ouvrière d'Air France et SFIO, décédé) pour la FGDS, et de la Cellule Komarov pour le PCF, on pouvait lire : « Les représentants « mandatés de nos deux organisations se sont rencontrés en « vue d'examiner les problèmes « qui leur sont communs.

« Cette rencontre s'est déroulée « dans une ambiance fraternelle « et dans un esprit de franche camaraderie. Parmi les sujets traités il a été convenu d'alerter « immédiatement le personnel sur « la situation nouvelle créée par « l'arrivée à Maine Montparnasse « d'un certain N...

« Cet individu, agissant sous le « couvert de ses responsabilités « syndicales, est en réalité membre d'une organisation « trotskyste » et rédacteur de la « Voix Ouvrière ».

La déclaration ne s'arrête pas là, et les deux partis « politiques » de continuer ainsi : « Les militants de nos deux organisations « politiques dont personne ne peut « nier le sérieux, déclarent qu'ils « s'opposent fermement à la « diffusion à Maine Montparnasse « des élucubrations irresponsables « de ce monsieur.

« Dans ces conditions, nous demandons au personnel, par une « adhésion profonde à l'idée que « cette propagande aventuriste est « contraire à ses intérêts fondamentaux, de nous aider dans « l'application de cette décision. »

Ainsi le groupe de la FGDS d'Air France se joint au concert stalinien pour appeler les employés de Maine Montparnasse à donner du poing sur les militants révolutionnaires.

Il faut préciser qu'aucun bulletin « Voix Ouvrière » n'est diffusé dans cet immeuble. C'est donc une mesure préventive qu'ont pris le PCF et la FGDS. La déclaration des deux partis se termine sur l'habituel couplet : « Les deux délégations se félicitent de la tenue de cette première réunion et l'apprécient comme un pas important sur le chemin de l'UNITE. »

Se permettre de dire que nous militons contre l'unité de la Gauche, c'est de trop, car il y a lieu de penser, étant donné qu'ils nous ont consacré leur première réunion et

déclaration commune, que « Voix Ouvrière » a été le ciment indispensable à leur unité !

Le lendemain, la CGT, heureuse de l'occasion ainsi fournie, d'entrer à son tour dans l'arène, diffusait sur l'ensemble des immeubles et ateliers d'Air France, un tract mettant en garde les travailleurs, sur les changements intervenus au sein de la direction syndicale de Force Ouvrière à Paris.

Voici ce qu'écrivit la CGT : « ...Quand il s'agit d'un nommé « N... », exclu de notre organisation « syndicale alors qu'il avait des responsabilités, que nous retrouvons « maintenant au poste de secrétaire « dans une autre organisation syndicale, il est nécessaire de rappeler « certains faits, pour supprimer

« toute équivoque et préserver l'avenir de l'indispensable unité d'action syndicale... ».

Ce qui gêne tous ces messieurs sociaux-démocrates et stalinien, c'est d'avoir devant eux un militant soutenu par les travailleurs, prêt à dénoncer leur compromission avec les instances de la Direction d'Air France. Tout cela est en fin de compte fort édifiant sur l'avenir que nous prépare la gauche unie dans le cadre de la « démocratie renouée ».

En tout cas, les travailleurs savent maintenant, quels sont les « provocateurs » qui menacent d'utiliser la force pour empêcher, aux portes d'Air France, la diffusion des écrits qui ne leur conviennent pas.

A LA FOSSE DECHY

ENCORE UNE FOIS LA MINE TUE !

Dans les mines du Nord : Fosse Dechy Saint-René (Bassin du Douaisis)

La mine a tué une fois de plus : le mardi 27 juin, à 9 h, un ouvrier marocain a été victime de l'insécurité permanente qui règne à la fosse Dechy, comme dans tous les autres puits.

Cet ouvrier boiseur travaillait au fond de la taille-rabot « Bernicourt » (Cote -500 m. à -600 m.), lorsqu'un caillou tombant du haut de la taille (de plus de 100 mètres) l'a frappé à la nuque et l'a projeté sur un étau sur lequel il s'est écrasé le visage. Il est mort sur le coup.

La direction du puits porte la responsabilité entière de la mort de cet ouvrier.

En effet, en raison de la pente très accentuée de la taille, celle-ci aurait dû, selon les règlements en vigueur, être équipée de « super-rehausses » (dispositif de protection) et de panneaux métalliques ou en bois, posés tous les 5 mètres, ceci afin de protéger les boiseurs en cas de chute de cailloux ou de blocs de charbons.

Or, il n'y avait ni super-rehausses, ni panneaux au moment de l'accident. On peut d'ailleurs se rendre compte de la légèreté avec laquelle la direction de la fosse joue avec la vie des mineurs quand on sait que cinq jours après l'accident, les mineurs continuaient à « faire du charbon » toujours dans les mêmes conditions.

Devant ce mépris total de la vie des travailleurs, il est difficile de parler « d'accident » ; il

s'agit bien plutôt d'un assassinat pur et simple.

Pour les Houillères Nationales, la production de 500 berlines par jour, le rendement, et quelques économies sur les équipements de sécurité comptent plus que la vie des hommes.

Les mineurs ont bien montré quels étaient leurs sentiments en réagissant aussitôt :

Avant la prise du poste 2 (équipe de l'après-midi), le chef de la main-d'œuvre étrangère a tenu un discours (en arabe) à une centaine de mineurs marocains en colère, rassemblés sur le carreau de fosse. Ses « explications » invoquaient la volonté d'Allah et la fatalité, et tentaient de les persuader de l'inutilité de cesser le travail (« ça ne ramènera pas votre camarade à la vie ») ; malgré cela, les mineurs marocains ont décidé unanimement de ne pas descendre au poste de l'après-midi, imités par quelques mineurs européens.

Le lendemain matin, au poste de 5 heures, le délégué mineur annonça qu'une consigne de grève de 24 heures était lancée par la CGT. La totalité des mineurs n'attendait que cela et la grève fut suivie à 100 %.

Les 1.300 mineurs (dont 500 marocains) ont ainsi montré à la direction des Houillères Nationales et à ses représentants locaux qu'ils en ont assez de vivre en permanence avec la mort autour d'eux, et qu'ils entendent défendre leur seul bien, leur seul capital : leur vie.

Quant à cette société, en condamnant des hommes de 30 ans à la mort, lente ou instantanée, à 500 ou 600 mètres sous terre, elle se condamne elle-même.

LA COLERE DE CEUX QUI ONT FAIM

Alors que l'UNESCO se préoccupe de la famine grandissante en Inde, alors que les bonnes gens de chez nous (personnalités scientifiques, politiques et artistiques) lancent des appels pour toucher les peuples « bien nourris » (comme ils disent) et les fait s'émouvoir sur le sort des populations affamées des Indes, les populations des Indes, elles, prennent de plus en plus leur sort entre leurs mains, et jugent que pour faire changer une situation catastrophique il n'est de meilleur moyen que s'en occuper personnellement et activement.

Depuis quelques mois les méthodes de luttes des ouvriers sous le nom de « gherao » avaient beaucoup fait parler d'elles : les ouvriers enferment le patron, le directeur ou le responsable administratif jusqu'à ce qu'il cède à leurs revendications. Mais aujourd'hui ce sont les paysans pauvres qui entrent à leur tour en action.

Dans le Nord du Bengale (dont la capitale est Calcutta), dans la zone-frontière entre le Népal, le Pakistan oriental et proche du Tibet (Chine), les paysans se sont révoltés contre le féodalisme local.

Les paysans pauvres se sont constitués en troupes de plusieurs centaines d'hommes, armés d'arcs et de flèches, pour aller exproprier à tour de rôle les gros propriétaires locaux. En effet les « jotedars » comme ils les appellent, ont des droits supérieurs à ceux des seigneurs féodaux en France au Moyen-Âge.

Les paysans peuvent être expulsés à tout moment des terres qu'on leur a donné à travailler ; les propriétaires disposant ainsi d'un droit absolu imposent une servilité totale vis-à-vis de leurs intérêts, menaçant de famine le paysan récalcitrant.

Cependant, aujourd'hui l'Inde entière connaît la famine et cette situation devient de plus en plus insupportable aux paysans. Surtout que le gouvernement du Bengale

(l'Inde est un Etat fédéral divisé en Etats autonomes) est passé aux dernières élections aux mains des « gauches ».

C'est-à-dire d'une coalition qui va des dissidents du parti du Congrès (parti gouvernemental) aux communistes pro-chinois, en passant par les socialistes. La coalition est en fait dominée par les communistes pro-chinois qui sont très populaires dans ces campagnes du Bengale. Aussi cela a-t-il encouragé les paysans sans terre du Naxalbari à entrer en lutte ; le ministre de l'Agriculture pro-chinois du gouvernement provincial leur garantissait par ailleurs la neutralité de la police.

Mais une fois la lutte entreprise, les paysans sans terre, sûrs de leur bon droit, ne se sont pas arrêtés aux normes de la légalité bourgeoise telles que l'entend le gouvernement provincial, malgré le titre de « populaire » qu'il se donne.

Dans un premier temps les paysans chassaient les gros propriétaires féodaux, puis s'attaquaient aux paysans riches qui possédaient d'importants stocks de riz, thé, etc. La lutte de classe s'introduisait dans les campagnes. Le processus ayant sa propre dynamique, ils se sont attaqués ensuite aux trains et aux camions qui transportaient les récoltes que, eux, avaient produites mais qui en toute propriété bourgeoise, appartenaient soit aux gros propriétaires soit aux administrations locales.

Peu à peu, les troupes de paysans du Naxalbari bien qu'ils ne soient armés que d'arcs et de flèches ont pris conscience de la force qu'ils représentaient.

Pour garantir leurs conquêtes ils ont commencé à prendre en main directement le gouvernement de leur village. Les autorités avouent que le drapeau rouge (que les révoltés ont arborés comme emblème) flotte sur une vingtaine de village de la région.

Le développement des événements a vite inquiété le gouvernement central de New-Delhi, et rapidement aussi le gouvernement « populaire » provincial du Bengale à Calcutta. En effet, à mesure que les paysans bousculaient l'ordre et la légalité bourgeoise, les éléments modérés faisaient pression pour que le gou-

vernement « populaire » face donner la police pour rétablir « l'ordre ».

En attendant, outre passant eux aussi la légalité, ils faisaient venir des hommes à eux, de l'Etat voisin pour constituer une sorte de « milice blanche » afin de protéger les terres et les récoltes des gros propriétaires.

Mais finalement le gouvernement du Bengale unanime s'est levé pour condamner les agissements des paysans. Le Parti communiste pour montrer sa bonne volonté et le respect que lui inspirait la propriété bourgeoise excluait les hérétiques qui osaient défendre les paysans sans terre.

Le gouvernement « populaire » lançait un ultimatum aux révoltés du Naxalbari pour le 5 juillet et parallèlement établissait 650 mandats d'arrêts. Mais l'ultimatum n'ayant eu aucun effet le gouvernement provincial recula devant l'emploi de la police.

D'un bout à l'autre de l'Inde, chacun essaya de cacher le vrai problème que pose cette révolte paysanne. Le gouvernement central joue sur deux tableaux, d'abord il espère, grâce à cette révolte éliminer les communistes pro-chinois du gouvernement du Bengale : ne sont-ils pas incapables malgré leur dire d'assurer l'ordre bourgeois dans cette région ? et puis, surtout, il espère détourner les masses d'Inde du problème, en orchestrant toute une propagande qui tend à faire croire que les révoltés n'agissent que sur ordre de Pékin qui aurait des visées annexionnistes sur cette enclave dite stratégique, (le prétexte est que le Quotidien du Peuple appelle les 500 millions d'Indiens à imiter les révoltés du Naxalbari, à prendre la voie des 700 millions de chinois : le maoïsme).

Mais toutes ces manœuvres ne sont que de la poudre jetée aux yeux des masses affamées des Indes.

Gouvernement central, comme gouvernement « populaire » du Bengale, tous ont une même peur, la peur de la révolte générale de 500 millions d'Indiens.

Le problème de la terre n'est pas une exclusivité du Bengale. Partout en Inde sévissent les gros propriétaires qui font travailler pour une misère des millions de paysans. Bien que l'Inde soit une République, les privilèges des Maharadjas (seigneurs locaux) n'ont pas été abolis. Partout sévit également l'usure toute puissante, le moindre emprunt est remboursable à des taux approchant pour les moindres intérêts, le double. Partout les paysans ont soif de terre, un lopin correct c'est de quoi manger. Alors qu'ils meurent de faim, les privilèges des castes supérieures et des riches, leur apparaissent de plus en plus insupportables. Partout existent d'énormes stocks de riz qu'ils ne peuvent utiliser car ils n'ont pas d'argent, partout la faim et la colère luisent dans les yeux des hommes, femmes et enfants des Indes.

C'est à cause de cette situation explosive que tous ces politiciens ont peur de quelques milliers de paysans armés d'arcs et de flèches. Une répression dans le vif risquerait de faire

soulever tous les paysans du Bengale, et le Bengale pourrait bien à son tour mettre le feu aux Indes entières.

Aujourd'hui, d'après une dépêche de l'A.F.P. daté du 8 juillet, le gouvernement « populaire » du Bengale aurait envoyé 500 policiers bien armés pour rétablir l'ordre dans le Naxalbari. Mais, même s'ils viennent à bout de la révolte paysanne ce ne sera que partie remise. Les économistes bourgeois comme René Dumont, les organismes officiels comme la F.A.O. et l'U.N.E.S.C.O. ont eux-mêmes annoncé que la situation ne peut qu'empirer. L'année 1968 risque d'être encore plus catastrophique. L'incapacité de tous apparaît de façon flagrante aux masses, même ces soi-disant communistes « purs » les trahissent.

De toute façon la colère de ceux qui ont faim ne pourra être calmée et la peur qu'inspirent à leurs gouvernants des arcs et des flèches devraient montrer aux masses combien elles sont fortes, et combien les puissants d'aujourd'hui sont faibles.

LUTTE DE CLASSE

Le numéro 6 de la « Lutte de classe », numero de juillet est paru.



Au sommaire :

- Le problème palestinien
- Pourquoi le P.C. frappe sur sa gauche
- La théorie de la révolution permanente et la Chine
- Les militants révolutionnaires et l'activité syndicale en France (III)

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h. (Interrompue au mois d'août.)

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10^e.

XI^e arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30. (Est maintenue durant le mois d'août.)

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 heures. (Interrompue du 25-7 au 5-9.)

● BANLIEUE :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h. Interrompue au mois d'août.

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis, de 18 h à 19 h, au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le vendredi de 17 h 30 à 19 h. Interrompue du 21-7 au 1-9.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A-France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

● PROVINCE :

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, tous les jeudis de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Fermeture à partir du jeudi 29 juin jusqu'au 21 septembre exclus.

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi, de 17 h à 20 h.

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8^e, le mercredi, de 18 h à 19 h.

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les jeudis, de 17 h à 19 h.

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charnoy, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 heures.

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), les jeudis 29 juin et 13 juil. de 18 h à 20 h.

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, le vendredi 30 juin de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, les jeudis 15 et 29 juin, de 15 h à 16 h.

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

SOCHAUX. — Café de la Gare, vendredi 21 juillet 1967, de 13 h à 14 h.

Supprimée en août, reprise le 15 septembre.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.